



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFÈTE DU CHER

Direction Régionale de l'Environnement  
de l'Aménagement et du Logement Centre

A Bourges, le 21 AOUT 2014

Unité territoriale du Cher et de l'Indre

**INSTALLATIONS CLASSÉES**

**SOCIÉTÉ MARNAY ENERGIE**

**Commune de FEUX**

**Rapport relatif à la demande de modification  
des conditions d'exploiter**

**Objet :** Installations classées - Demande d'augmentation de la capacité de traitement autorisée des installations de méthanisation et de dénomination des matières organiques entrantes

## ***RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES***

Par lettre reçue en Préfecture du Cher le 22 juillet 2014, M.FLIPO agissant en qualité de président de la société MARNAY ENERGIE, dont le siège social est situé 11 rue de Mogador à Paris (75009), sollicite l'autorisation de modifier les conditions d'exploitation de ses installations de méthanisation sur le territoire de la commune de Feux, au lieu-dit « Marnay ».

A cet effet, un dossier de porter à connaissance de Madame la Préfète du Cher a été joint à la lettre de demande. Le présent rapport porte sur le contenu de ce dossier.

### **1. OBJET DE LA DEMANDE**

La société MARNAY ENERGIE est autorisée à traiter au maximum une quantité de matières égale à 80 tonnes par jour. Elle souhaite augmenter cette quantité journalière en passant à 100 tonnes par jour, afin d'atteindre la capacité optimum de traitement de déchets organiques dans les installations, et de production de biogaz.

Les installations de méthanisation sont dimensionnées pour pouvoir traiter cette quantité.

L'exploitant souhaite également faire évoluer la désignation des matières admissibles dans les installations afin de pouvoir élargir l'éventail de ses fournisseurs et adapter ses approvisionnements. Ces matières restent dans les mêmes familles de déchets actuellement autorisées ou prévues par la rubrique de classement au titre de la nomenclature des installations classées concernée.

PJ : Plan de situation  
Projet d'arrêté préfectoral complémentaire  
Copie à : DREAL Centre – SEIR

.../...

Horaires d'ouverture 8h30-11h30 / 14h-16h30  
Tél. : 02 34 34 63 40 - Fax : 02 34 34 63 10  
6, Place de la Pyrotechnie – CS 70004  
18021 Bourges Cedex  
<http://www.centre.developpement-durable.gouv.fr>



Cette évolution d'activité nécessite un stockage sur site des matières entrantes solides (fumiers, déchets verts) plus important. Les trois cases du silo plat ont une capacité suffisante pour y faire face.

La quantité de matières liquides entrantes stockée reste équivalente.

L'augmentation de production de « digestats » solides (résidus issus du procédé de méthanisation des déchets) est compensée par la mise en place d'une unité de séchage qui permet de réduire la quantité à stocker dans le silo plat.

Les digestats liquides produits sont stockés dans deux bassins étanches qui sont créés.

La société MARNAY Energie souhaite par ailleurs modifier le mode de rejet des eaux pluviales du site. Le dossier initial prévoit que ces eaux soient collectées dans un bassin et utilisées dans le circuit d'arrosage du domaine agricole voisin. Le raccordement n'ayant pas été réalisé, le rejet des eaux pluviales est envisagé dans un fossé, en limite du site.

## **2. CLASSEMENT DES INSTALLATIONS**

Avec une quantité journalière de matières traitées égale à 100 tonnes par jour et au regard de la nature des matières entrantes prévue, les installations restent soumises au régime de l'autorisation sous la rubrique 2781-1-a : « méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires, la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 50 tonnes par jour ».

La modification de l'activité de l'établissement ne modifie donc pas de manière significative le classement des installations au titre de la réglementation des installations classées.

## **3. IMPACTS ET RISQUES LIES AUX INSTALLATIONS**

### **3.1 Impacts**

L'évolution d'activité engendre une augmentation d'environ 15 % de la production de biogaz (composé principalement de méthane et de dioxyde de carbone) issu du procédé de méthanisation. Ce biogaz est entièrement valorisé dans l'installation de co-génération de l'établissement qui dispose de la capacité nécessaire.

Des valeurs limites d'émission et un contrôle annuel des rejets atmosphériques de cet équipement sont imposés.

Les digestats contiennent des matières organiques et du phosphore pour la fraction solide, de l'ammoniac pour la fraction liquide, et possèdent des propriétés fertilisantes. L'évolution d'activité induit une augmentation du tonnage de digestats produit. Le site dispose des capacités de stockage correspondant à 9 mois de production pour les digestats liquides et à 11 mois de production pour les digestats solides. Une élimination par un plan d'épandage est prévue.

Les eaux pluviales de ruissellement des aires imperméabilisées sont traitées dans un débourbeur-déshuileur avant d'être rejetées dans un fossé argileux longeant le site à l'extérieur, qui rejoint le fossé longeant la RD 50. Afin de réguler le débit de rejet dans le milieu naturel récepteur, le fossé argileux permet de stocker les eaux en cas de forte pluie. Le service de la Police de l'Eau qui a été consulté, a émis un avis favorable sur ce principe.

Les eaux pluviales ruisselant sur les matières solides stockées dans le silo plat sont collectées et dirigées vers un bassin de stockage étanche d'une capacité de 650 m<sup>3</sup>. Ces eaux sont ensuite traitées dans le procédé de méthanisation du site.

Avec l'évolution d'activité, le trafic de poids lourds passe de 5 à 6 par jour au maximum.

### **3.2 Risques**

Le risque principal de l'activité de méthanisation est lié à l'explosion du biogaz produit par le procédé. La quantité maximale présente dans les installations (notamment : canalisations, digesteurs primaire et secondaire) n'est pas modifiée. Il n'y a donc pas d'évolution des risques et de leurs conséquences.

### 3.3 - Bilan

Au regard des éléments qui précèdent, il peut être conclu que la modification des activités n'engendre pas d'impact ou de danger significatifs.

### 4. AVIS DU SERVICE INSTRUCTEUR

La demande de modification des conditions d'exploiter déposée par la société MARNAY ENERGIE n'engendre pas d'évolution du classement de ses activités au titre des installations classées. De plus, elle ne génère pas d'augmentation significative des impacts ou des risques.

Dans ces conditions, elle ne constitue pas une évolution substantielle des conditions d'exploiter au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement.

Toutefois, les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2010-1-1691 du 6 septembre 2010 doivent être modifiées pour prendre en compte l'évolution des activités en ce qui concerne le classement des installations et les prescriptions qui leur sont applicables.

### 5. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Au vu de ce qui précède, l'inspection des installations classées émet un avis favorable à la demande déposée par la société MARNAY ENERGIE et propose à Madame la Préfète du Cher d'autoriser la modification des conditions d'exploitation des installations de méthanisation implantées au lieu-dit « Marnay » sur la commune de FEUX, par voie d'arrêté préfectoral complémentaire, sous réserve du respect des prescriptions qu'il impose.

En application de l'article R. 512-31 du code de l'environnement, les dispositions du projet d'arrêté préfectoral complémentaire doivent être présentées, pour avis, au conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

**L'inspecteur des installations classées,**

**Signé**

Vu et transmis avec avis conforme,  
à madame la préfète du Cher,  
Pour le Directeur Régional,  
Le chef de l'Unité Territoriale du Cher et de l'Indre,

**Signé**



**PLAN DE SITUATION**

MARNAY ENERGIE à Feux



